

Préfet du Jura

N° chrono : UD39/PR/PC/CF/MB/2020-707

Date : 04 DEC. 2020

**INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION du 09/11/2020**  
**TRIADIS SERVICES**

<b>N° S3IC : 0126.00475</b>		<b>Commune : BEAUFORT-ORBAGNA - 39190</b>				
<b>Visite:</b>	administrative	réactive	annoncée	approfondie	<b>Régime:</b>	SSB
<b>Priorité</b>	nationale	<b>Attributs S3IC n°1 : Déchets</b> <b>Attributs S3IC n°2 : Risques accidentels</b>				
<b>Liste des installations inspectées : visite partielle :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>des zones de réception et expédition des déchets</li> <li>des zones d'entreposage intérieures et extérieures des déchets</li> </ul>						
<b>Référentiel de l'inspection :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>arrêté préfectoral d'autorisation n° AP-2010-23-DREAL du 9 décembre 2010 (AP1) ;</li> <li>arrêté préfectoral de mise en demeure AP-2011-48-DREAL du 05 décembre 2012 ;</li> <li>rapports d'inspection du 13/09/2012 et du 19/01/2017 et document s'y affairant ;</li> <li>rapport d'inspection du 14/11/2019 et documents s'y affairant ;</li> <li>rapport d'inspection du 28/05/2020 et documents s'y affairant.</li> </ul>						
<b>Personnes rencontrées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable du site</li> <li>Adjoint au responsable du site</li> <li>Référent QSE du site</li> </ul>						

**Contexte de l'inspection :**

Visite inscrite au programme de contrôles pluriannuel de l'Inspection des Installations Classées.

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

**Propositions de suites :**

- constats à traiter par courrier pour certains ;
- compte-tenu de la récurrence et de la teneur de certains constats (non-conformités majeures), des suites administratives sont proposées au Préfet.

Ainsi, en application de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure portant sur le respect des articles 7.3.2 et 4.1.1 de l'arrêté n° AP-2010-23-DREAL du 9 décembre 2010 est joint au présent rapport.

Par ailleurs, en lien avec :

- les rapports des visites de l'Inspection du 13/09/2012 et du 19/01/2017 ;
- les justificatifs transmis par l'exploitant ;
- les constats effectués lors de la présente visite,

l'arrêté préfectoral de mise en demeure AP-2011-48-DREAL du 05 décembre 2012 est respecté dans son ensemble.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Christophe FLORES  L'inspecteur de l'environnement	Claire BOUJARD  <small>Signature numérique de Claire BOUJARD claire.boujard Date : 2020.12.04 12:00:54 +01'00'</small> L'inspecteur de l'environnement chargée de mission « déchets »	Carole MORTAS  <small>Date : 2020.12.04 12:17:08 +01'00'</small> Cheffe du département risques chroniques

## ANNEXE 1:

La présente annexe ne retranscrit pas dans le détail et dans leur intégralité les échanges tenus en séance.

### I.- Suite des inspections précédentes :

Suite aux compléments transmis par l'exploitant préalablement à l'inspection, l'état des constats en cours est le suivant :

→ **Constat 1 – 14/11/2019 : observation** : l'exploitant justifiera l'absence d'impact sur le classement SEVESO annoncé en séance.

Il est prévu la collecte de 5600 tonnes en 2020, contre 5000 autorisées dans l'arrêté préfectoral au titre de la rubrique 2718-1. Le dossier de porter à connaissance de 2017 demande l'autorisation pour 7500 tonnes/an au titre de cette même rubrique.

Au 30 octobre 2019, TRIADIS avait collecté 5827 tonnes au titre des rubriques 2718 et 2716. Par ailleurs, 584 tonnes liées au marché ECO DDS ont été collectées depuis mars 2019.

#### Réponse au Constat 1 – 14/11/2019 :

Le stock instantané par rubrique et par zone de stockage est connu grâce à notre fichier Excel « Gestion du stock déchet ». Ce fichier nous permet d'être alerté en cas de dépassement de la quantité limite autorisée par rubrique et par zone de stockage (affichage en rouge en cas de dépassement). Cela nous permet de respecter les quantités limites de notre classement SEVESO Seuil Bas.

Le dossier de porter à connaissance de juin 2017 demande l'autorisation pour 7500 tonnes/an au titre de la rubrique 2718-1 tout en maintenant le stockage instantané de 140 tonnes. De ce fait, le classement SEVESO resterait inchangé.

Point du 09/11/2020 : la mise à jour du classement SEVESO a été réalisée et transmise à la DREAL pour instruction. L'ensemble des informations demandé a été transmis à la DREAL en spécifiant qu'il peut y avoir plusieurs typologies de déchets réceptionnables sur le site mais que cela ne veut pas dire qu'ils soient tous présents en même temps sur le site, dans les quantités maximales annoncées.

Pas de répercussion sur le classement.

#### État du constat 1 – 14/11/2019 : soldé

→ **Constat 2 – 14/11/2019 : observation** : sur les 5827 tonnes collectées, l'exploitant précisera la répartition des déchets entrant dans les champs de la 2718-1 et de la 2716-2 ; il précisera également le prévisionnel de traitement au 31/12/2019.

#### Réponse au Constat 2 – 14/11/2019 :

Suite à l'inspection de M. Flores du 14/11/2019, nous avons fait une projection sur le tonnage réceptionné au 31/12/2019 pour la rubrique 2718-1 : 5290 tonnes.

En réalité, au 31/12/2019, nous avons réceptionné 5951,7 tonnes de déchets répartis en 5254,4 tonnes de déchets dangereux (rubrique 2718-1) et 697,3 tonnes de déchets non dangereux (rubrique 2716-2).

Point du 09/11/2020 : 5254,4 tonnes de déchets dangereux ont été réceptionnées au 31/12/2019 pour 5000 tonnes autorisées.

L'exploitant précise qu'il a fait la demande d'augmentation du tonnage autorisé dans son dossier de PAC de 2017 transmis en 2019 pour la dernière version, sur lequel l'Inspection ne s'est pas encore prononcée.

**État du constat 2 – 14/11/2019 : soldé**

- **Constat 3 – 14/11/2019 : observation** : les déchets dangereux issus des collectes organisées le samedi restent stockés dans le camion le temps du week-end car le site est arrêté. Ils sont pris en charge le lundi matin, à l'ouverture du site.  
→ L'exploitant précisera les conditions de stockage des déchets dans le camion le temps de leur prise en charge. Il justifiera l'adéquation type de déchets/sécurisation des stockages.

**Réponse au Constat 3 – 14/11/2019 :**

Dans le cas où le camion rentre trop tard pour être déchargé à son arrivée, il se gare sous le hall de réception (C1 sur le plan de masse). De cette façon, le chargement se trouve sécurisé du risque d'écoulement (au cas où des contenants seraient fuyards à l'intérieur du camion) grâce à la rétention du bâtiment. A cet emplacement, le chargement est également sécurisé du risque incendie grâce à la détection incendie et l'extinction automatique.

**Point du 09/11/2020 : /**

**État du constat 3 – 14/11/2019 : soldé**

- **Constat 3 – 06/12/2018 : observation** : l'exploitant est invité à compléter la liste définie par sa campagne trimestrielle par une analyse des substances potentiellement présentes sur le site en fonction des déchets reçus et transmettra à la DREAL la liste finale retenue.

**Réponse 1 :**

Nous avons mené une campagne d'analyses (1 analyse par mois pendant 3 mois : mars, avril, mai) sur plus de 70 paramètres ou substances (cf. PJ 7 : liste des substances, et PJ 8 à 10 : rapports d'analyses). Suite aux résultats de cette campagne, nous sommes, au niveau du Groupe Séché, en train d'étudier une nouvelle liste plus réduite des substances à analyser. Celle-ci vous sera présentée avant de réaliser la nouvelle campagne. Nous serons en mesure d'établir une liste définitive de substances à surveiller dans nos rejets d'eaux pluviales.

**Point en séance du 14/11/2019** : La liste réduite n'est pas encore définie. La 2<sup>e</sup> campagne est prévue pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

**Réponse 2 :**

La 2<sup>e</sup> campagne a eu lieu sur les mois de décembre 2019, janvier et mars 2020. Au regard des résultats de ces 2 campagnes, nous avons éliminé les substances qui n'ont pas été détectées ou dont les valeurs étaient inférieures aux Valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ainsi qu'aux Normes de Qualité Environnementales. Cette liste de substances à intégrer au programme d'auto surveillance est consultable en PJ1.

**Point du 09/11/2020** : la liste a été déterminée mais elle n'est pas encore intégrée dans la liste des substances à suivre sur le site de BEAUFORT-ORBAGNA avec les périodicités d'analyses liées.  
Par ailleurs, la totalité des substances ne fait pas encore l'objet d'analyses. L'exploitant prévoit leur réalisation sur 2021.

**Constat 1 – 09/11/2020 : non-conformité :** L'exploitant n'a pas finalisé et mis en œuvre son plan de surveillance, conformément aux dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (NOR : ATEP9870017A).

**État du constat 3 – 06/12/2018 :** le constat est considéré comme abandonné et requalifié par le constat 1 – 09/11/2020.

→ **Constat 4 – 14/11/2019 : observation :** l'exploitant justifiera que les appoints manuels périodiques sont réalisés de manière à avoir un volume permanent minimum de 560 m<sup>3</sup> d'eau dans le bassin incendie.

**Réponse au Constat 4 – 14/11/2019 :**

Le bassin de réserve incendie a un volume de 600 m<sup>3</sup>. Ce volume doit être maintenu par l'apport d'eau courante plusieurs fois par semaine en raison d'une fuite. Cette fuite a fait l'objet d'investigations afin de tenter de découvrir la localisation mais sans succès. Le volume de 560 m<sup>3</sup> exigé par l'arrêté préfectoral d'autorisation correspond à un niveau de 20 cm en-dessous du niveau de remplissage normal. Les apports réguliers d'eau courante au cours de la semaine sont effectués dès qu'une baisse de 10 cm est observée (le niveau est estimé par rapport aux skimmers/écumeurs de surface).

**Point du 09/11/2020 :** l'exploitant précise qu'il n'y a pas de fuite franche et qu'il y a de fortes probabilités que le liner du bassin comporte des micro-fissures. Des investigations fines et les investissements liés sont prévus sur 2022. En attendant, l'appoint est réalisé soit grâce à la réserve d'eau de 400 m<sup>3</sup> de SPEICHIM, soit par le réseau communal, soit, bientôt, grâce à la récupération d'eaux de toiture (projet en étude).

**État du constat 4 – 14/11/2019 : soldé**

**Constat 2 – 09/11/2020 : non-conformité majeure à l'article 4.1.1 de l'AP1 :** l'exploitant prélève dans le réseau d'eau public pour faire l'appoint du bassin de réserve incendie. La consommation sur le réseau en 2019 s'élève à 1800 m<sup>3</sup> pour une limite de 1000 m<sup>3</sup> fixée par l'arrêté préfectoral susvisé. La consommation d'eau de 2020 sera bien supérieure à celle de 2019 du fait de l'utilisation limitée de la réserve de SPEICHIM pour faire l'appoint.

**Constat 3 – 09/11/2020 : Demande de complément :** l'exploitant a signalé que le bassin de réserve d'eau incendie fuit, ce qui nécessite des appoints périodiques pour avoir en permanence le volume d'eau requis. L'exploitant transmettra les conclusions de ses investigations pour les recherches de fuites du bassin de rétention et transmettra le planning de réalisation des travaux de remise en état.

→ **Constat 5 – 14/11/2019 : observation :** l'exploitant précisera le volume exact de la réserve d'émulseur et précisera de quelle manière le volume est contrôlé. Il justifiera également que l'émulseur est bien adapté à l'ensemble des produits présents sur le site et que la date limite d'utilisation n'est pas dépassée.

**Réponse au Constat 5 – 14/11/2019 :**

Le volume de la réserve d'émulseur est de 4000 litres. Le volume minimal doit être de 3600 litres pour assurer une extinction durant 20 minutes sur le quai réception ou le quai expédition qui sont les deux plus grandes surfaces à protéger. Le niveau d'émulseur diminue progressivement lors des déclenchements de l'extinction automatique. Le niveau de l'émulseur est contrôlé à l'aide d'un tuyau transparent qui remonte le long du réservoir. Il suffit de faire chuter la pression du réservoir et d'ouvrir la vanne de fond pour observer le niveau d'émulseur (principe

des vases communicants). Si le niveau est inférieur au 9/10ème du réservoir, il faut compléter le réservoir. Nous avons une procédure qui nous permet de remplir nous-même le réservoir (PJ2). Nous pouvons également faire appel au prestataire qui réalise les contrôles périodiques pour cette opération. Le dernier contrôle a été effectué par AI Group 26 mai 2020. Le réservoir d'émulseur a été complété. Nous avons fait analyser l'émulseur et le résultat obtenu le 16 juillet 2020 recommande un remplacement. Nous sommes en négociation avec l'installateur pour remplacer tout le système de dosage en vue de le moderniser. Ce changement devrait intervenir en début d'année 2021.

Point du 09/11/2020 : /

Par courriel en date du 25/11/2020, l'exploitant a précisé avoir fait de nouvelles analyses de ses stocks d'émulseur (stocks de l'USD 4000l et 2 autres conteneurs) par son fournisseur VANRULLEN-UNISER et que les résultats sont bons. Il précise également qu'étant donné que les résultats de la 2<sup>e</sup> analyse du premier échantillon contredisent les résultats de la 1<sup>ère</sup> analyse, il procédera au remplacement de l'émulseur contenu dans l'USD avec le stock existant, sachant qu'il a été acquis plus récemment. Le prestataire (AI GROUP) interviendra le 29 décembre pour procéder à ce changement.

État du constat 5 – 14/11/2019 : soldé

**Observation :** le volume minimum d'émulseur doit être disponible en toute circonstance. Il est de la responsabilité de l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de garantir la disponibilité du volume requis. Une procédure de contrôle périodique du niveau d'émulseur, voire systématique en cas de déclenchement du système, sera utilement être mise en œuvre, comme le propose l'exploitant.

→ **Constat 6 – 14/11/2019 : observation** : L'exploitant précise que le réseau incendie est maillé. Il confirmera que des vannes de barrage sont en place (transmission d'un plan) de manière à faire en sorte que toute section affectée par une rupture puisse être isolée.

Réponse au Constat 6 – 14/11/2019 :

Nous vous joignons le plan des réseaux enterrés où sont visibles les vannes de barrage qui sont en place et qui permettent d'isoler des sections du réseau incendie qui seraient affectées par une rupture (PJ 3).

Point du 09/11/2020 : le document transmis ne permet pas déterminer clairement le respect des dispositions de l'article 7.6.4 qui dispose au sujet du réseau incendie : « Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. »

L'exploitant propose de profiter de l'audit du CNPP prévu pour faire le point sur le respect des dispositions.

État du constat 6 – 14/11/2019 : non soldé

→ **Constat 7 – 14/11/2019 : observation** : L'exploitant confirmera que les zones suivantes sont équipées de systèmes d'extinction pleinement fonctionnels et que le compartimentage est déclenché en cas de détection dans ces zones :

- aires de stockage avant broyage ou déchiquetage,
- chacune des zones de stockage de stockage de broyats ou déchiquetas,
- le broyeur et sa vis convoyeuse.

L'exploitant transmettra :

- un plan d'implantation des détecteurs incendie,
- un plan d'implantation du système d'extinction,
- la copie de la matrice d'extinction (zonage détection / zonage extinction).

#### Réponse au Constat 7 – 14/11/2019 :

Nous confirmons que les zones citées ci-dessus sont équipées de systèmes d'extinction fonctionnels.

→ l'aire de stockage avant broyage (E1) a été réaffectée au démantèlement des containers 1000 litres suite à l'arrêt de l'activité de broyage et comme indiqué dans le Porter à Connaissance réalisé en juin 2017. Le compartimentage de cette zone est actuellement hors-service (porte coupe-feu déformée) et sa remise en service est pour le moment reportée en raison de l'absence de danger dans cette zone (pas de stockage de déchets).

→ l'aire de stockage avant déchiquetage (E2) est bien équipée d'un système d'extinction fonctionnel (extinction automatique) et une porte coupe-feu coulissante réalise le compartimentage via un thermo fusible.

→ les zones de stockage de déchiquetas : le déchiqueteur ainsi que la benne qui réceptionne les déchets déchiquetés sont sous détection et extinction automatique. Les bennes de regroupement sont quant à elles protégées par le système d'extinction suivant : Poteau incendie, tuyaux de 80 cm de diamètre, lance incendie et réserve d'émulseur 1000 litres.

Nous vous joignons les plans d'implantation des détecteurs incendie (PJ 4) et du système d'extinction (PJ 5) et la matrice d'extinction (PJ 6).

Point du 09/11/2020 : L'exploitant n'a pas transmis le matricage en tant que tel faisant le lien entre les zones de détection et la commande des asservissements. Ce document est à fournir. A noter que TRIADIS a le projet de mettre en œuvre un SSI adressable qui sera plus souple en programmation.

#### État du constat 7 – 14/11/2019 : non-soldé

**Constat 4 – 09/11/2020 : non-conformité majeure** : lors de la visite des installations, il a été constaté que la zone avant broyage sert de stockage temporaire des containers en PEHD à déchiqueter et que le compartimentage n'est pas opérationnel du fait de détérioration de la porte coupe-feu par chocs de chariots. L'ensemble des portes coupe-feu des box de stockage n'est pas opérationnel du fait de déformations (dû à des chocs de chariots).

→ **Constat 8 – 14/11/2019 : observation** : l'exploitant justifiera que le dispositif d'extinction incendie est dimensionné pour un taux d'application minimum de 7l/min/m<sup>2</sup> pendant une durée minimale de 20 minutes.

#### Réponse au Constat 8 – 14/11/2019 :

L'installation de protection contre l'incendie a été dimensionnée pour un taux d'application de 10l/min/m<sup>2</sup>. Vous trouverez en PJ7 les caractéristiques des dispositifs d'extinction par zone.

#### État du constat 8 – 14/11/2019 : soldé



→ Constat 9 – 14/11/2019 : observation : préalablement au test (Test 5 : Simulation d'alarme technique sur compresseur gonflé à 8 bars), l'exploitant annonçait les valeurs cohérentes suivantes :

- cuve du compresseur chargée en permanence à 8 bars,
- consigne de déclenchement du compresseur à 5 bars,
- déclenchement d'une alarme technique à 4 bars,

Le test a démontré que l'alarme technique à 0,5 bar. L'exploitant :

- Préciser la pression minimale du réseau nécessaire pour que le déclenchement des vannes puisse encore se produire sur ordre de l'alarme incendie,
- Confirmera le déclenchement d'une alarme technique à partir de ce seuil et d'une marge de sécurité permettant une intervention sur le système.

Réponse au Constat 9 – 14/11/2019 :

La pression minimale pour permettre le déclenchement des vannes est de 5 bars.

Le compresseur maintient une pression dans le réseau d'air comprimé à 8,5 bars. Lorsque la pression diminue à 7,5 bars, il se déclenche automatiquement pour maintenir à 8,5 bars. L'alarme technique est réglée à 6 bars.

Point du 09/11/2020 : L'exploitant précise que les tests réalisés ont montré que l'alarme technique se déclenche à 4 bars, ce qui ne permettrait plus l'ouverture des vannes en cas de besoin. Un devis a été réceptionné de la part de Siemens pour résoudre cette problématique.

État du constat 9 – 14/11/2019 : non soldé

→ Constat 10 – 14/11/2019 : observation : la centrale indique un défaut sur l'armoire extérieure de stockage d'huile végétale. L'exploitant confirmera la résolution du problème.

Réponse au Constat 10 – 14/11/2019 :

Le report d'alarme avait été désactivé sur cette armoire en raison de déclenchements intempestifs. La cause de ces déclenchements était le mauvais état des câbles électriques entre les armoires et la centrale. L'ensemble de ces câbles a été changé le 27 juillet 2020.

Point du 09/11/2020 : le report d'alarme et activé et il n'y a plus d'alarme technique au niveau de la centrale.

État du constat 10 – 14/11/2019 : soldé

→ Constat 11 – 14/11/2019 : observation : précédemment aux tests, l'exploitant a manipulé 4 vannes (2 d'alimentation en eau et 2 d'alimentation en émulseur) de manière à ne pas déclencher le foisonnement lors des essais.

1) Ces vannes ne sont pas signalisées ;

2) La manipulation de ces vannes n'est pas sécurisée et ne génère pas d'alarme en cas de mauvais positionnement.

L'exploitant :

- Confirmera la signalisation des vannes ;
- Confirmera la mise en place d'alarme technique de positionnement ou une méthode de sécurisation des vannes après essais (ex : procédure de vérification systématique, mise en place de cadenas sécurisant les positions, ...).



**Réponse au Constat 11 – 14/11/2019 :**

Comme indiqué à la réponse au constat 5, il est prévu de changer tout le système de dosage de l'émulseur en début d'année 2021.

Point du 09/11/2020 : Les travaux n'ont pas été réalisés. L'exploitant se retranche derrière le fait qu'un audit va être réalisé et que le système sera changé début 2021.

**État du constat 11 – 14/11/2019 : non soldé**

→ Constat 12 – 14/11/2019 : observation : l'exploitant transmettra la liste des alarmes techniques raccordées sur la centrale SIEMENS et précisera si celles-ci sont à sécurité positive.

**Réponse au Constat 12 – 14/11/2019 :**

Les armoires de stockage G1, G2 et G4 disposent d'un système d'extinction automatique avec poudre. En cas de déclenchement du système d'extinction, cela déclenche une alarme technique sur la centrale de détection. Ces alarmes sont bien à sécurité positive (les câbles qui étaient endommagés et qui ont été remplacés provoquaient un déclenchement d'alarme). Le compresseur qui permet l'ouverture pneumatique des vannes dispose également d'une alarme technique reliée à la centrale. Celle-ci est également à sécurité positive.

**État du constat 12 – 14/11/2019 : soldé**

→ Constat 13 – 14/11/2019 : observation : les déclenchements incendie ont démarré à 10h28 mais la télésurveillance n'a engagé aucune démarche de vérification auprès de TRIADIS, et ce jusqu'à la fin des essais où l'exploitant a pris la peine de s'assurer que les informations avaient bien été transmises.

L'exploitant :

- Explicitera les raisons ayant entraîné cette absence de réaction de la part de la société de télésurveillance ;
- Confirmera la résolution de cette problématique en précisant notamment le délai théorique de la réaction de la télésurveillance.

**Réponse au Constat 13 – 14/11/2019 :**

La raison pour laquelle la société de télésurveillance n'a pas réagi le jour où les essais ont eu lieu est que la société Speichim Processing, avec laquelle nous partageons le site ainsi que le service de télésurveillance, avait un souci de déclenchement intempestif des alarmes. Elle avait fait la demande auprès du prestataire de ne pas les rappeler en cas de déclenchement. Il y a eu un dysfonctionnement chez le prestataire car il a étendu cette demande pour le site global (Speichim Processing + Triadis Services). Nous avons rappelé le jour même le prestataire pour lui indiquer de bien distinguer les deux entités et de bien veiller à ne pas les confondre lorsque l'une ou l'autre lui demande d'ignorer les alarmes.

Observation : il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que le prestataire dispose des bonnes informations pour être efficace en cas de nécessité.

**État du constat 13 – 14/11/2019 : soldé.**

Constat 5 – 09/11/2020 : non-conformité : lors de la visite du site (à l'arrêt) il a été constaté plusieurs déversements de liquide sur le sol extérieur, sans que ceux-ci n'aient été traités avant la fermeture du site et le départ du personnel. En cas de pluie, les eaux de ruissellement transporteront irrémédiablement les fluides dans l'environnement.

Cf photos :



Suite de l'Inspection du 07/05/2020 :

Points de contrôles	Constats de l'Inspection
<p><u>Nature et quantité des déchets entreposés</u></p> <p><u>1.1.1 - Article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2010</u></p> <p>L'inventaire des substances ou préparations dangereuses stockées dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Les déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement sont visés par cet inventaire. Cet inventaire doit permettre à l'exploitant de s'assurer, à tout moment, que les quantités des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'installation restent inférieures aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances dangereuses de la nomenclature des installations classées et, d'en justifier auprès de l'inspection des installations classées. Il est également tenu à la disposition permanente des services de secours.</p> <p><u>Courrier d'octobre 2019 : actions mises en œuvre post lubrizol</u></p> <p>L'état des stocks de déchets dangereux est tenu à jour quotidiennement. Il permet de vérifier que nous sommes en dessous du tonnage maximum autorisé par type de déchet. L'arrêté préfectoral complémentaire, 2010-23-DREAL, nous autorise au total 140 tonnes à l'instant « 1 », une durée de stockage maximale de 90 jours ainsi que le maintien du régime SEVESO seuil bas.</p> <p>Cet état des stocks constitue la référence « stock pompiers ». Il précise aux unités de secours les différents types de déchet détenus, la zone de stockage et le tonnage. Il est accessible en dehors des heures de travail au personnel d'astreinte ou à défaut au responsable du site et à son adjoint. Un exemplaire papier est déposé tous les soirs à l'accueil dans le registre de sécurité. Cet exemplaire est à la disposition des unités d'intervention (centre de secours de Beaufort).</p>	<p><u>Point de situation du 07/05/2020 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis le 06 mai 2020 un inventaire des déchets entreposés dans son établissement. Celui-ci indique la présence sur le site de 130,9 tonnes de déchets dont 117,5 de déchets dangereux (140 tonnes autorisées).</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté, notamment au niveau du box D12 (produits minéraux et acides organiques), une différence entre les quantités présentes dans les différents box/ zones et les quantités indiquées dans l'inventaire.</p> <p>L'exploitant indique qu'il peut y avoir un décalage de plus de 24 heures dans la mise à jour de l'inventaire.</p> <p>L'exploitant précise que chaque jour en fin de journée un « stock pompier » est réalisé, celui-ci indique la nature des déchets présents et leur localisation au sein du site mais pas forcément la quantité présente.</p> <p>→ <u>Constat-1 : 20200507-non-conformité : l'inventaire comportant la nature, l'état physique, la quantité et l'emplacement des déchets n'est pas parfaitement tenu à jour.</u></p> <p><u>Suivant les déchets, une connaissance précise des quantités présentes peut avoir une incidence sur la stratégie d'intervention des services de secours.</u></p> <p><u>Les engagements relatifs aux mesures prises suite à l'accident Lubrizol, indiqués dans le courrier transmis en octobre 2019 doivent être respectés.</u></p> <p><u>Réponse au Constat 1 : 20200507 :</u></p> <p>Nous utilisons 2 fichiers différents concernant l'inventaire des substances dangereuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le fichier « stock pompiers » est renseigné tous les soirs en même temps que le contrôle par caméra thermique. Ce fichier renseigne sur la nature, l'emplacement et la quantité estimée des substances dangereuses. La personne qui remplit ce document fait le tour du site et note pour chaque zone la nature et la quantité des substances présentes. Il peut en effet arriver que des réceptions de déchets aient lieu après la réalisation du stock pompier.</li> <li>- le fichier « gestion des stocks déchets » est renseigné quotidiennement avec les poids réels des déchets réceptionnés et expédiés. Ce fichier permet de surveiller la quantité de substances par zones et de ne pas dépasser les tonnages pour le seuil SEVESO seuil bas d'une part, et l'autorisation les 140 tonnes à l'instant t d'autre part. De la même manière, il se peut qu'il y ait un écart provisoire entre les données du fichier et le stock réel car le fichier est renseigné une fois par jour et non après chaque réception ou expédition.</li> </ul>

Points de contrôles	Constats de l'inspection
<p>Un opérateur chimiste réalise quotidiennement, après les opérations de tri, un contrôle de tous les stocks avec une caméra thermique. En cas de relevé anormal de température, il rend compte immédiatement au responsable de site ou à son adjoint. Il dispose en outre du box d'isolement (D11) pour mettre en sécurité tout déchet considéré comme instable.</p> <p><u>Contrôle des déchets entrants et entreposés</u></p> <p><u>Article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2010</u></p> <p><u>L'établissement disposera des moyens d'analyse (personnel et matériel) pour assurer les opérations de contrôle courantes.</u></p> <p><u>Courrier d'octobre 2019 : actions mises en œuvre post lubrizol</u></p>	<p><u>Point du 09/11/2020 :</u> L'état des stocks pompiers n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas en permanence d'un état des stocks 100 % à jour mais la mise à jour est possible avec les BSD.</p> <p>L'état des stocks pompier ne fait pas figurer les tonnages.</p> <p><u>État du constat : 1-20200507 : soldé.</u></p>
<p><u>Point de situation du 07/05/2020 :</u> L'exploitant indique : - qu'il rencontre actuellement quelques difficultés pour disposer du nombre optimal de chimiste(s) sur le site, une démarche afin de recruter un nouveau chimiste a été engagée ; - que le contrôle et le tri des déchets entrants ont cependant été assurés pendant toute la période de crise sanitaire ; - que les non-conformités des déchets entrants n'ont pas augmentées pendant la période de crise ; - que le contrôle par caméra thermique des déchets a été assuré, qu'il est réalisé chaque soir lors de l'établissement du « stock pompiers ».</p> <p>Le document « stock pompiers » ne précise pas le nom de la personne ayant réalisé le contrôle thermique et la réalisation de ce dernier n'est consignée sur aucun registre.</p> <p>Le jour de la visite, le box D11 était vide.</p> <p>→ <u>Observation : les opérations de contrôle par caméra thermique pourraient utilement être consignées sur un registre afin de s'assurer de leurs réalisations.</u></p> <p><u>Point du 09/11/2020 :</u> → <u>Observation : les opérations de contrôle par caméra thermique pourraient également être formalisées. L'exploitant propose de rajouter une colonne sur la page de l'état des stocks de manière à cocher les contrôles réalisés.</u></p> <p>→ A noter que l'exploitant a prévu l'installation de caméras thermiques pour contrôler certains stocks automatiquement (projet à horizon 2021).</p>	

Points de contrôles	Constats de l'inspection
<p>Conditions de stockage des déchets</p> <p>Article 8.1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2010</p> <p>Les aires de réception et d'expédition n'étant pas des zones de stockage, les déchets éventuellement déposés doivent être évacués ou approvisionnés à l'avancement.</p>	<p><b>Point de situation du 07/05/2020 :</b></p> <p>La zone d'expédition (C2) est abritée bien rangée mais relativement encombrée. Elle est utilisée comme une zone d'entreposage dans l'attente d'avoir une quantité de déchets suffisante pour une évacuation par camion complet.</p> <p>L'inventaire présenté indique que les déchets entreposés dans cette zone représentent environ le tiers du tonnage de déchets présents sur le site.</p> <p>Il a été constaté notamment la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 23 GRV de 1000 l d'effluents aqueux ;</li> <li>- un quinzaine de big bags de diverses poudres, celluloses, microbilles de verre ;</li> <li>- une soixantaine de fûts de 200 l et 2 GRV de diméthylsulfoxyde (DMSO) présent sur le site selon l'exploitant depuis novembre 2019 ;</li> <li>- des caisses vides ;</li> <li>- des caisses d'aérosols.</li> </ul> <p>→ <b>Constat-2 : 20200507-non-conformité</b> : la zone d'expédition est utilisée comme une zone d'entreposage.</p> <p>L'exploitant utilisera cette zone uniquement comme une zone d'expédition ou portera à la connaissance du Préfet la modification des conditions d'exploitation de celle-ci avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>Réponse au Constat 2 : 20200507 :</b></p> <p>Des déchets sont stockés sur le quai expédition le temps de constituer la quantité nécessaire pour remplir un camion. Dans les conditions normales, nous stockons uniquement les GRV d'effluent aqueux (25 tonnes max), des déchets pulvérulents (15 tonnes max), des solvants non halogénés (10 tonnes max) et des aérosols en attente de tri et regroupement (3 tonnes max). Il peut arriver exceptionnellement que nous stockions en plus des déchets refusés en centre de traitement, le temps de trouver une autre solution pour éliminer ce déchet (comme c'était le cas pour le DMSO présent lors de la visite d'inspection du 07/05/2020).</p> <p>La rédaction d'un porter à connaissance est prévue pour informer l'administration des dernières évolutions du site et d'éventuelles futures modifications. Nous ferons à cette occasion une demande d'autorisation de stockage de déchets sur le quai d'expédition. Nous vous précisons par avance que cette zone est sous protection incendie automatique (détection fumée et flamme, système déluge eau + émulseur), elle est également sous rétention et cloisonnée du reste du bâtiment par porte coupe-feu.</p>

Points de contrôles	Constats de l'inspection
	<p><b>Point du 09/11/2020 :</b>            - un dossier de porter à connaissance va être déposé pour modifier certaines zones de stockage.</p> <p><b>État du constat 2 – 14/11/2019 : non soldé.</b></p>
Conditions de stockage des déchets dans l'armoire G2 (solvants et pâtes non chlorés)	<p><b>Point de situation du 07/05/2020 :</b>            Malgré la présence d'une rétention au niveau de l'armoire G2, les conditions d'entreposage de certains GRV ne permettent pas de prévenir tout risque d'écoulement sur le sol.            → <b>Observation :</b> l'exploitant prendra les dispositions nécessaires afin que les contenants soient entreposés de manière à prévenir tout risque d'écoulement sur le sol, en cas d'incidents.</p> <p><b>Réponse à l'observation :</b>            Les contenants qui disposent d'une vanne de fond (GRV 1000 I) sont rangés dans les armoires avec la vanne face au fond et non face à l'ouverture afin d'éviter tout risque d'écoulement en cas de rupture de la vanne.</p> <p><b>Point du 09/11/2020 :</b>            - visualisation de quelques containers. Pas d'observation de l'inspection.</p>
Registres de suivi de déchets	<p><b>Point de situation du 07/05/2020 :</b>            L'exploitant a transmis les registres des déchets entrants et sortant des mois de mars et avril 2020.</p> <p>Les registres sont établis afin de pouvoir comporter l'ensemble des éléments attendus aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé.</p> <p>→ <b>Observation :</b>            - quelques numéros de BSD de déchets entrants sont absents (registre des entrées d'avril 2020) ;            - à l'issue de la visite, des incertitudes demeurent sur certains numéros de BSD dont l'exploitant n'a pu expliquer le format et assurer que c'est bien le véritable numéro qui était inscrit sur le registre.            L'exploitant complètera le registre avec les numéros de BSD manquants et s'assurera que les numéros douteux correspondent bien aux numéros réels des BSD.</p>

Points de contrôles	Constats de l'inspection
	<p><b>Réponse à l'observation :</b>  Les numéros de BSD sont générés automatiquement par le logiciel ERP lors de la planification des collectes. Ces numéros correspondent chacun à une demande de service (DS) dans le logiciel. Toutes les DS sont numérotées de la même façon (TSB-XXXXXX) mais ne correspondent pas toutes à des BSD. Pour cette raison, il y a des sauts dans la numérotation des BSD dans le registre des déchets entrants. Ces sauts ne signifient donc pas qu'il manque des BSD.</p> <p>Concernant l'incertitude sur les numéros de BSD : certains clients viennent avec leurs propres BSD et ceux-ci ont donc une numérotation différente de la nôtre. Nous créons alors, à la réception, une DS sur le logiciel qui génère automatiquement un BSD. Nous pouvons ainsi garder les BSD initiaux des clients et retrouver le dossier correspondant grâce au numéro de livraison ou avec le nom du client et la date de livraison.</p> <p><b>Point du 09/11/2020 :</b>  Pas d'observation de l'inspection. Des contrôles ultérieurs pourront être réalisés sur cette thématique.</p>



## II – Arrêté de mise en demeure n°AP-2011-48-DREAL

Point sur le respect des dispositions de l'article 1 de l'arrêté susvisé :

- Réduire la quantité de déchets dangereux ou contenant des substances ou préparations dangereuses stockée et mettre en place un système d'alerte efficace garantissant en tout temps un stockage maximal de 140 tonnes :

Extrait du rapport d'inspection de la visite du 13/09/2012:

Réduire la quantité de déchets dangereux ou contenant des substances ou préparations dangereuses stockée et mettre en place un système d'alerte efficace garantissant en tout temps un stockage maximal de 140 tonnes.	La quantité de déchets présente dans l'installation semble être maîtrisée : l'exploitant a mis en place un suivi remis à jour toutes les 24 heures, permettant d'établir un prévisionnel des quantités, et par conséquent d'anticiper toute éventualité de dépassement. Ce suivi peut toutefois être amélioré étant donné que les sources d'informations sont contradictoires. Quantité présente au 12/09/2012 = 45,998 tonnes.
--	--

Conclusion de l'inspection sur le respect de cette disposition :

Même s'il n'a pas été considéré comme complet, l'inventaire a été établi. La disposition est considérée comme soldée. Ce point a été repris dans le rapport de visite de l'inspection du 05/04/2017.

Un nouveau contrôle du respect de la prescription pourra être effectué lors d'une prochaine visite de l'inspection.

- Établir un inventaire complet des substances ou préparations dangereuses stockées dans l'établissement, comportant les mentions « état physique » et la phrase de risque associée :

Extrait du rapport d'inspection de la visite du 13/09/2012:

Établir un inventaire complet des substances ou préparations dangereuses stockées dans l'établissement, comportant les mentions « état physique » et la phrase de risque associée.	Cet inventaire existe mais reste incomplet. La mise ne place du logiciel informatique va permettre l'amélioration des informations.
--	---

Même s'il n'a pas été considéré comme complet, l'inventaire a été établi. La disposition a été considérée comme soldée en 2012.

Un nouveau contrôle du respect de la prescription pourra être effectué lors d'une prochaine visite de l'inspection.

- Établir et mettre en place une procédure d'interdiction de réception des déchets radioactifs sur le site et informer les opérateurs afin que ces dispositions soient respectées :

Extrait du rapport d'inspection de la visite du 13/09/2012:

Établir et mettre en place une procédure d'interdiction de réception des déchets radioactifs sur le site et informer les opérateurs afin que ces dispositions soient respectées.	L'exploitant a renforcé la sensibilisation des opérateurs sur site concernant la démarche à tenir en cas de détection d'une substance radioactive. Il n'a pas jugé nécessaire de modifier la procédure existante (en date du 30/09/2010 - indice A). Les déchets présents sur site lors de l'inspection du 5/10/2011 ont été enlevés par l'ANDRA-CRN en date du 7/12/2012. (l'exploitant a fourni une copie de la « Déclaration d'expédition de matières radioactives »). La visite sur le terrain a permis de constater que les déchets présents lors de l'inspection de 2011 ont été enlevés. Il n'y a pas de déchets radioactifs sur site.
--	---

La disposition est considérée comme soldée.

Un nouveau contrôle du respect de la prescription pourra être effectué lors d'une prochaine visite de l'inspection.

- Entre la zone de dépôt des fûts avant broyage et la zone du broyeur, des bennes et containers de stockage de broyats et des liquides : mise en place de portes de liaison coupe feu 1 heure et équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou tout dispositif à efficacité équivalente ;
- Entre la zone de déchiquetage des emballages souillés en plastique et la zone de stockage des emballages souillés plastique : mise en place de portes de liaison coupe feu 1 heure et équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou tout dispositif à efficacité équivalente ;

Extrait du rapport d'inspection de la visite du 13/09/2012:

Entre la zone de dépôt des fûts avant broyage et la zone du broyeur, des bennes et containers de stockage de broyats et des liquides : mise en place de portes de liaison coupe feu 1 heure et équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou tout dispositif à efficacité équivalente. (Point A)	Les 2 portes coupe feu équipées de thermofusible ont été mises en place (un bon de commande en date du 21/02/2012 pour un montant total de 12 650 € HT a été fourni par courrier de l'exploitant en date du 25/07/2012, arrivé en DREAL le 4/08/2012). La visite sur le terrain a permis de visualiser l'emplacement des thermofusibles : - Point A : le thermofusible est positionné côté broyeur ; - Point B : le thermofusible est positionné côté déchiqueteur.
Entre la zone de déchiquetage des emballages souillés en plastique et la zone de stockage des emballages souillés plastique : mise en place de portes de liaison coupe feu 1 heure et équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou tout dispositif à efficacité équivalente (Point B).	

Les dispositions sont considérées comme soldées. Le point a été repris dans le rapport de visite de l'inspection du 05/04/2017.

- Box et locaux aménagés au sein du bâtiment DDQD : remise en état des portes coupe-feu existantes ou installation de nouvelles portes coupe feu 2 heures / EI 120 :

Extrait du rapport d'inspection de la visite du 13/09/2012:

<p>Box et locaux aménagés au sein du bâtiment DDQD : S remise en état des portes coupe-feu existantes ou installation de nouvelles portes coupe feu 2 heures / EI 120.</p>	<p>7 portes coupe feu ont été remises en état (un bon de commande en date du 21/02/2012 pour un montant total de 7 500 € HT a été fourni par courriel de l'exploitant en date du 25/07/2012, arrivé en DREAL le 4/08/2012). Cependant, la visite sur le terrain a permis de mettre en évidence que les réparations effectuées ne sont pas suffisantes, afin de garantir la propriété coupe feu 2 heures / EI 120 aux portes. En effet, certaines portes ne ferment pas, d'autres ne sont pas ébranchées lors de leur fermeture. De plus, le dernier contrôle des portes coupe feu date du 21 février 2012 (date inscrite sur un autocollant apposé sur les portes ayant subi le contrôle). Par courriel électronique en date du 17/10/2012, l'exploitant fournit un échéancier de remise en état pour l'ensemble des portes (nettoyage, changement des systèmes de fermeture, redressement des coups et réglage, contrôle réglementaire) : la date de fin des travaux est fixée au 31/12/2012. L'exploitant indique également que 4 portes coupe feu vont être remplacées avant le 31 mars 2013.</p>	<p>Remarque n°4 : L'ensemble des portes coupe feu doit être en état de fonctionnement. La fonction coupe feu doit être opérationnelle en tous temps et à 100%.  Le contrôle des portes coupe feu doit être effectué au minimum une fois par an. Un contrôle plus précoce, faisant suite aux travaux de remise en état, aurait permis de détecter les non conformités.</p>
--	--	---

La remarque n°4 a été soldée lors de la visite du 17/01/2017, rappelée dans le rapport du 05/04/2017.